



**Lancement officiel du Plan climat territorial intégré
de la région de Dakar
1^{er} et 2 juillet 2013**

**Restitution de l'atelier Production / consommation
Responsable et déchets**

En coopération décentralisée avec :



Assistance à maîtrise d'ouvrage :



Partenaires officiels :



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Avant-propos

Les ateliers de concertations ont été l'occasion pour les deux diagnostics territoriaux réalisés, d'être partagés, diffusés, mais surtout enrichis par les acteurs du territoire régional dakarois. Les échanges sont donc allés parfois au-delà du partage du diagnostic. Le premier de ces diagnostics porte sur les questions de l'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et sur la qualité de l'air, il traite donc principalement de l'atténuation du changement climatique. Le deuxième concerne les vulnérabilités du territoire face au changement climatique et met ainsi en exergue des éléments d'aide à la décision en matière d'adaptation.

Ces deux travaux ont mis en lumière plusieurs axes de réflexion, et ce sont ces thèmes qui ont défini les 4 ateliers qui furent proposés les 1^{er} et 2 juillet 2013.

Atelier 1 : Réseaux

L'atelier 1 présenta les enjeux des réseaux dans la région de Dakar. Plus précisément, les sous-ateliers ont traité des questions de l'eau, de l'énergie, mais aussi des transports. Il fut notamment question d'indépendance énergétique, d'assainissement, d'énergies renouvelables et de qualité de l'air.

Atelier 2 : Aménagement et bâti

L'atelier 2 présenta les éléments recueillis sur les thèmes de l'aménagement du territoire et du bâti dans toutes ses composantes. Les filières de la construction, la gouvernance en matière d'urbanisme, mais aussi les problématiques liées au littoral furent abordées.

Atelier 3 : Production / consommation responsable et déchets

L'atelier 3 présenta un constat des pratiques actuelles et des tendances futures en matière de production et de consommation responsable, ainsi que de la filière déchets dans la presqu'île du Cap Vert. Les discussions ont notamment tourné autour de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), de la sensibilisation des acteurs du territoire, et de la valorisation des déchets.

Atelier 4 : Gouvernance

L'atelier 4 se démarqua des trois premiers dans le sens où il fut véritablement transversal. Il mit en lumière les questions de la gouvernance dans les actions à mettre en place, mais aussi au sein du projet lui-même.

Les méthodes de restitution étant propres à chaque rapporteur et les thématiques étant différentes, les documents de restitution dénotent quelques spécificités.

Restitution de l'atelier

PRODUCTION / CONSOMMATION RESPONSABLE ET DECHETS

Constats et éléments-clés à retenir

Document de travail intermédiaire

Président d'atelier : Joseph SARR, Conseil Régional de Dakar

Rapporteur principal : Djiby SALL, ARENE-Île-de-France

Modérateur : Philippe BARRY, Initiative RSE Sénégal

Ce document reprend les échanges des participants du groupe Production/Consommation responsable et Déchets menés lors des premiers ateliers de concertation des 1^{er} et 2 juillet 2013 et accompagnant le lancement officiel de la démarche PCTI. Sont tout d'abord présentés la synthèse des échanges au sein du groupe et de l'atelier puis un second point reprend la restitution réalisée en plénière avec les échanges de la salle.

Les travaux ont été réalisés sur la base du support PPT en pièce jointe de ce compte rendu.

Il est à noter que l'enrichissement des diagnostics se fera au regard des éléments de débats en atelier, mais aussi des réactions qui ont eu lieu en plénière. Vous remarquerez que les échanges sont allés parfois au-delà du partage du diagnostic, mais cela pourra, le plus souvent, être intégré sous la forme d'un complément aux diagnostics actuels.

Sous-thème 1 : Activités économiques

Animateur : Jean-François Fillault, ESPERE Sénégal

Rapporteur : Magueye Thiane, Service Régional de Planification

1. Le travail en atelier

- « La fabrication des pirogues joue sur la déforestation »
 - 2 troncs d'arbre sont nécessaires pour fabriquer une pirogue
- « La réalisation des gros ouvrages joue sur la déforestation »
 - L'autoroute à péage a détruit la forêt de Mbao, il y a de moins en moins d'espaces dans les Niayes
 - Les diagnostics devraient préciser les mesures incitatives et les mesures dissuasives pour chaque secteur d'activité... Un des objectifs du PCTI pourrait être de renforcer le suivi du respect de la réglementation
- La production artisanale est perçue comme un potentiel inexploité
- « L'appauvrissement des sols est à relativiser », il y a des études contradictoires sur ce point
- « La transformation du poisson consomme du bois (fumage) », jouant alors sur la déforestation
- La recherche n'est pas assez audible, notamment auprès des entreprises.
- « Quelle prise en compte du déménagement de l'aéroport dans l'étude ? »
 - Quel lien avec l'utilisation du foncier après ? => en faire un poumon vert, lieu de maraîchage et de circuits courts
- « Les choses ont beaucoup évolué depuis 2008 »
 - Partir des faits réels à partir de 2013, pour décliner le plan d'action
- Déficit du dispositif de traitement des déchets industriels
 - Insuffisance des ouvrages
 - Déficit du projet traitement
 - Insuffisance de contrôle
- Transformation des déchets halieutiques : fumage des poissons
- Valorisation des déchets organiques
- Promotion de la Responsabilité sociétale des Entreprises (RSE)
- Initiatives Privées/Incubateurs : recherches appliquées
- Déficit d'accessibilité des résultats de la recherche

Le tableau suivant résume les priorités citées par les participants

Nb de fois où ce point a été cité	Commentaires
9	Promouvoir les incubateurs RSE (grâce à l'Etat ?), notamment sur les énergies renouvelables et le microjardinage.
8	Valoriser les engrais organiques, et donc l'agriculture dans le tissu urbain (c'est aussi un moyen de séquestrer le carbone)
6	Contrôler le pré-traitement de l'eau qui doit être réalisé par les industriels
5	Renforcer le lien entre recherche et entreprise, pour favoriser l'innovation locale
5	Renforcer l'agriculture familiale via la mécanisation : souveraineté alimentaire, création d'emplois

4	La production maraîchère a un vrai potentiel
4	Maîtriser la croissance urbaine. L'urbanisme est central, notamment sur la gestion des déchets et le lien avec la santé et l'hygiène.
3	Attention à l'érosion côtière, liée aux activités productives (déboisement, ramassage de sable). Utiliser des matériaux alternatifs
3	Réduire la climatisation, et l'utilisation des groupes électrogènes (faire le lien avec l'efficacité énergétique)
3	Centraliser les données, et les rendre disponibles pour tous
3	Appliquer le principe de pollueur payeur aux entreprises
3	Sauvegarder les espaces verts, reverdir Dakar
3	réorganiser la pêche, pour limiter la surexploitation des ressources halieutiques (l'Etat doit accompagner cela)
3	Nécessité de sensibiliser le secteur tertiaire à leurs impacts sur l'environnement
2	Renforcer la recherche sur les collectivités locales, pour éclairer les décisions
1	Pouvoir accéder plus facilement à "l'eau productive" (l'eau pour l'agriculture, l'industrie...)
1	Il faut réduire notre dépendance au riz importé
1	Renforcer les réseaux des acteurs économiques
1	Mettre en avant les groupements féminins
1	Mettre en avant les initiatives privées et rentables, dans le domaine de l'environnement
1	Mettre en place des systèmes intégrés (une économie circulaire)

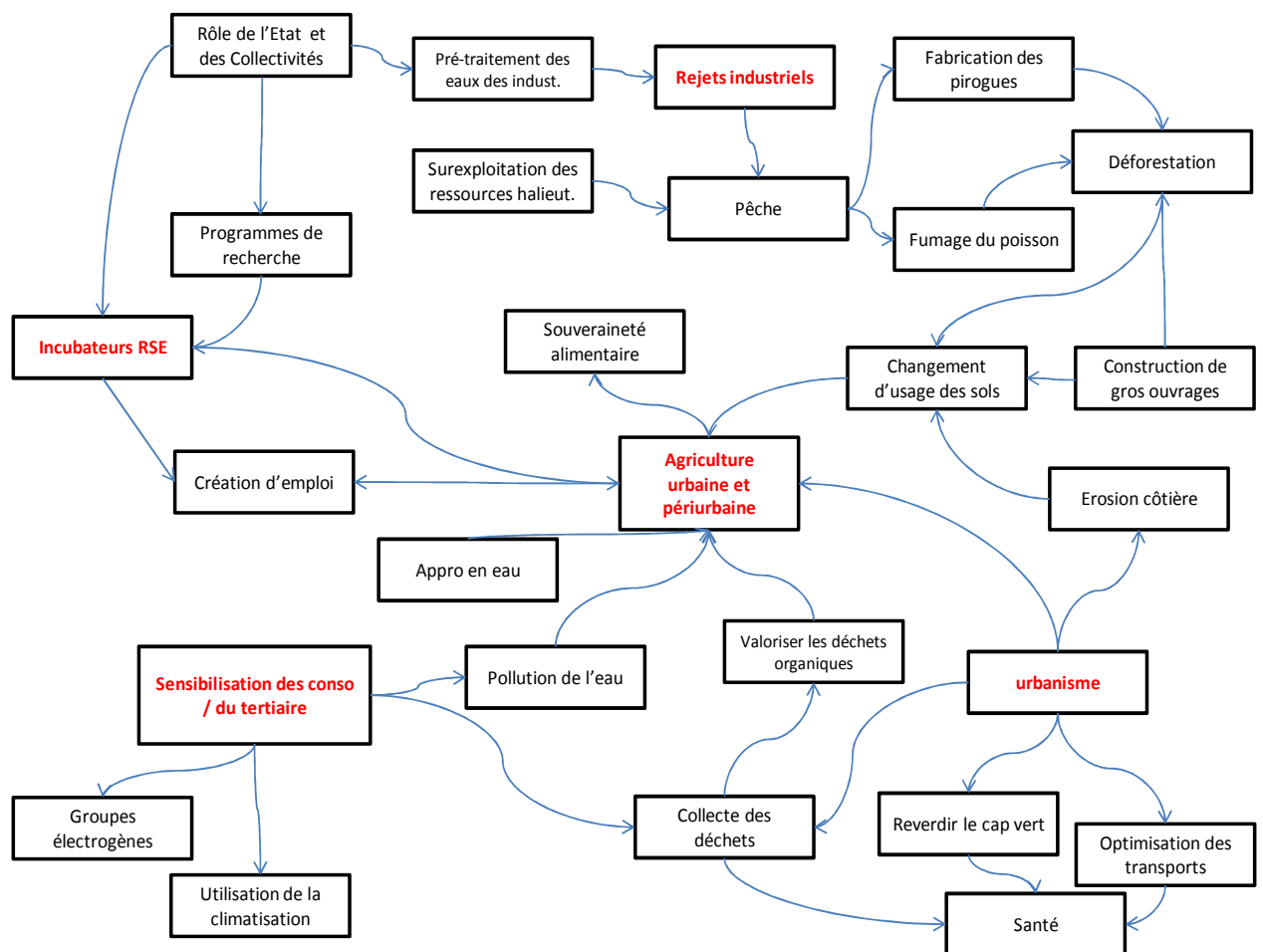


Figure 1 - Schéma synthétique réalisé par Jean-François Fillault, ESPERE France

2. La restitution – synthèse en plénière

Les points suivants furent présentés en plénière par Macoumba DIAGNE (ESPERE Sénégal), Djiby SALL (ARENE-Île-de-France).

1. le rôle centrale que peut jouer l'agriculture urbaine et péri-urbaine autour des questions de :
 - la sécurité alimentaire de la région menacée en lien avec l'urbanisation galopante (PSDU Horizon 2025), la pollution de l'eau (rejets industriels, changement d'usage des sols
 - la sécurité alimentaire de la région à développer autour de la valorisation des déchets organiques
2. Manque de sensibilisation des consommateurs du tertiaire et des industriels (valorisation énergétiques de leurs sous-produits, les effets néfastes des rejets en mer sur la pêche et la biodiversité)
3. Des leviers d'actions à conforter : les initiatives RSE : pourvoyeurs d'emplois, promotion de la recherche autour des projets innovants au profit des entreprises et des collectivités locales
4. Manque de stratégie d'Etat et des collectivités pour concevoir des programmes de recherche au profit du développement des territoires : la recherche appliquée, ciblée.

Sous-thème 2 : Pratiques des acteurs socio-économiques

Animateur : Guillaume BABIN, ARENE-Île-de-France

Rapporteur : Emmanuel Seyni NDIONE, ENDA Graf Sahel

1. Le travail en atelier

a) L'organisation sociale

- Manque de synergie entre les acteurs
- Il faudrait renforcer la contextualisation socio-économique dans les diagnostics
- Les Lébous sont-ils considérés comme une population urbaine ou rurale ?
- Il faudrait souligner le constat sur les ressources limitées des acteurs
- Quel est le niveau de pauvreté des acteurs socio-économiques ?
- Quelle est la place de la femme dans la diffusion des bonnes pratiques ?
- Il manque des espaces verts dans la région de Dakar
- Remettre dans le contexte national les données sur la part de l'informel dans l'emploi
- C'est la culture traditionnelle sénégalaise qui apporte cette connexion forte entre l'homme et la nature
- Manque de sensibilisation des acteurs
- Inefficacité des projets de sensibilisation existants : les cibles ne sont pas atteintes ou les messages ne sont pas suffisamment bien conçus
- Population peu instruite
- Sur les 4000 associations recensées, combien sont-elles encore en activité ?
- Il existe un projet du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable pour transformer les Associations Sportives et Culturelles (ASC) en Associations Sportives, Culturelles et Environnementales

b) Les sources d'énergies domestiques

- Quel accès à l'énergie pour les ménages ?
- Existence de projets biogaz
- Utilisation de caoutchouc comme combustible en plus du bois de chauffe à cause du manque de moyen (à vérifier)
- Plus de 90% de la population utilise le gaz comme combustible principal (source ?)
- Déficit de sécurisation des installations d'énergies renouvelables
- Quel impact du système de production et de consommation énergétique ?
- Il existe une unité de production de panneaux photovoltaïques sur Dakar, mais il connaît quelques difficultés
- Il existe des mécanismes financiers incitatifs privés en faveur de l'énergie renouvelable (BRS et SGBS, en appui avec l'AFD).

c) La santé

- Manipulation de produits dangereux sans protection du fait de manque de moyens
- Quelles conséquences des produits bas-de-gamme sur la santé ?
- Utilisation de pesticides et d'eaux usées dans l'agriculture : quelles conséquences sur la santé des agriculteurs et des consommateurs ?

d) La législation et les normes

- Manque de normes et de leur application sur l'agro-alimentaire
- Non-respect de la réglementation (sciemment ou par méconnaissance)

e) Le transport

- Le réseau de transport collectif ne répond pas toujours aux besoins des usagers
- Quel est le poids des véhicules de seconde main sur le Bilan carbone® de la région ?

f) Les habitudes de consommation

- Quel est l'impact de l'électroménager sur le Bilan carbone® de la région ? (notamment par rapport à l'importation de vieux matériel)
- Il y a une habitude de consommation en petite dose ce qui provoque une augmentation des emballages et des déchets
- La téléphonie mobile est très utilisée par la population ce qui peut d'avérer un bon relai
- Comment la région de Dakar est-elle touchée par la tendance mondiale d'une augmentation de la consommation en viande ?

g) Divers

- La dématérialisation du travail n'est pas toujours écologique
- Il existe peu de télétravail
- Les déchets sont utilisés comme remblais
- Il existe des bonnes pratiques et des projets pour leur promotion
- Identifier et promouvoir les bonnes pratiques

2. La restitution – synthèse en plénière

Les points suivants furent présentés en plénière par Macoumba DIAGNE (ESPERE Sénégal), Djiby SALL (ARENE-Île-de-France).

1. Impact des politiques nationales sur les pratiques des acteurs socioéconomiques

- Politiques énergétiques
- Politiques de transport

- Incitation et répression des réglementations environnementales
- 2. Non adaptation de la communication aux cibles
- 3. Mettre en lumière le lien entre les pratiques des acteurs et le contexte socio-économique
- 4. Manque de synergies des acteurs et de leurs projets

Sous-thème 3 : Déchets

Animateur : Macoumba DIAGNE, ESPERE Sénégal

Rapporteur : Lakhassane Cissé, Entente CADAK-CAR

1. Le travail en atelier

Ont été abordés après l'exposé autour des éléments de constat sur la question des déchets dans la région de Dakar :

a) Les acteurs autour de la politique de gestion des déchets

- le retour de l'Entente CADAK-CAR dans la gestion des déchets à Dakar en 2013 et de l'UGC au niveau nationale
- décentralisation et déconcentration à augmenter
- Manque de dispositif approprié à différentes échelles
- Manque de stratégie étatique, une réglementation non appliquée
- Manque d'accompagnement des autorités ministérielles (l'aspect transversal des déchets et leur différence de nature impliquant tous les organes étatiques qui gèrent les activités du pays notamment industrielles. La production industrielle est interpellée autour de la qualité de ses produits mis aux services des consommateurs, de leur durée de vie, de leur réutilisation, de leur rejet (liquide ou solide)
- Projet de loi interdisant la vente des sacs plastiques (décision politique)
-

b) Valorisation des expériences existantes

- Cas de la SOGAS autour de la valorisation des sous-produits des abattoirs pour faire du biogaz,
- l'exemple de la société PROPLAST et de la société SIMPA à Dakar (déchets plastiques),
- SOMETA sur la récupération de la ferraille.

c) Eléments techniques autour de la collecte et la valorisation des déchets

- Inexistence d'une cartographie des circuits de collecte
- Inexistence d' 'équipements d'incinération
- Collecte non régulière
- Manque de mesure d'incitation à l'utilisation des poubelles
- Les activités autour de la décharge de Mbeubeuss à relativiser
- 50 des déchets sont biodégradables (cf. expérience de Joal)
- analyse des filières existantes

- déficit de sociétés de recyclages de certains déchets (électriques, électroniques, électroménagers, D3E, etc.)
- le caractère informel de récupération de certains produits dangereux comme la plomb.
- L'économie circulaire à creuser
- Création de filière et l'importation des produits récupérés

d) Sensibilisation et communication

-

2. La restitution – synthèse en plénière

Les points suivants furent présentés en plénière par Macoumba DIAGNE (ESPERE Sénégal), Djiby SALL (ARENE-Île-de-France).

A l'unanimité, le groupe a constaté :

1. un faible dispositif de sensibilisation des ménages et du secteur privé,
2. manque d'infrastructures de collecte et de traitement
3. faible dispositif réglementaire avec une instabilité institutionnelle, une méconnaissance de la stratégie de l'Etat dans la gestion des déchets et un fou juridique et financier en lien avec les collectivités locales qui ont la compétence environnement.
4. Manque de synergie des acteurs, de valorisation des bonnes pratiques et de politiques d'incitations mais aussi de dissuasion pour les ménages et les industriels notamment sur les rejets industriels qui ont l'obligation de traiter leurs effluents avant tout rejet ou toute réutilisation nous a rappeler la DEEC.
5. Le problème de collecte dans les quartiers traditionnels de la région : solution adaptée liée à ce type d'aménagements (ruelles étroites) avec des difficultés pour évacuer les déchets par les camions.

Questions et remarques en plénière pour l'ensemble de l'atelier PRODUCTION / CONSOMMATION RESPONSABLE ET DECHETS

- Une loi est en cours sur la suppression des sacs plastiques à faible grammage.
- La FAO souhaite élaborer une stratégie de gouvernance locale sur la sécurité alimentaire auprès des collectivités locales
- Il faut faire attention à qualifier la nature des différents déchets (déchets solides, organiques, liquides, industriels, chimiques, biomédicaux ...)
- La question de la qualité des sensibilisations déjà en cours est posée, puisque les résultats ne sont pas toujours très visibles.
- Il faut faire attention à qualifier la nature des différents déchets : déchets solides, liquides, biomédicaux, industriels